



METROPOLE TELEVISION – M6  
SOCIETE ANONYME A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE  
AU CAPITAL DE 52 755 476 €  
SIEGE SOCIAL : 89 AVENUE CHARLES DE GAULLE  
92575 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX  
339 012 452 RCS NANTERRE

# **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

Semestre clos le 30 JUIN 2007  
(L 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier  
Article 222-4 et suivants du RG de l'AMF)

Nous vous présentons le rapport financier semestriel portant sur le semestre clos le 30 Juin 2007, établi conformément aux dispositions des articles L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 et suivants du Règlement Général de l'AMF.

Le présent rapport sera diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF. Il sera notamment disponible sur le site de notre société [www.m6finances.com](http://www.m6finances.com)

# SOMMAIRE

Attestation du responsable	page 3
Rapport semestriel d'activité	page 4
Comptes consolidés semestriels	page 12
Annexe aux comptes consolidés	page 17
Rapport des Commissaires aux Comptes	page 41

## ATTESTATION DU RESPONSABLE

Nous attestons, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre consolidation. Le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice et des principales transactions entre les parties liées.

Fait à Neuilly sur Seine le 24 juillet 2007

**Nicolas de Tavernost**  
Président du Directoire

## RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

30 JUIN 2007

### 1. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE

#### 1.1. Antenne M6

Au cours de ce premier semestre, la chaîne M6 a confirmé ses bonnes performances d'audience, dans un contexte marqué par la poursuite du développement rapide de la TNT gratuite : 9.8 millions de personnes vivent aujourd'hui dans un foyer équipé d'au moins un adaptateur TNT permettant de recevoir 18 chaînes gratuites.

Conformément à la stratégie de renforcement de la grille aux horaires stratégiques de la soirée, les performances de la chaîne se sont à nouveau améliorées :

- sur la première partie de soirée, M6 est la seule grande chaîne dont l'audience progresse au 1<sup>er</sup> semestre, gagnant 100 000 téléspectateurs pour atteindre une audience moyenne de 3 600 000 téléspectateurs. Il s'agit du niveau le plus haut jamais atteint par la chaîne sur un premier semestre.
- sur la deuxième partie de soirée, M6 est également la seule grande chaîne dont l'audience progresse, avec 1 700 000 téléspectateurs (+ 100 000 téléspectateurs par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2006).

En revanche, sur la journée entière, les parts d'audience réalisées auprès des individus de 4 ans et plus et des ménagères de moins de 50 ans, à savoir respectivement 11.7% et 18.6%, s'inscrivent en baisse, sous l'effet conjoint :

- d'une base de comparaison élevée (incluant au premier semestre 2006 les audiences importantes réalisées lors de la diffusion de la Coupe du Monde de Football),
- du renforcement de l'environnement concurrentiel.

Néanmoins, auprès de la population équipée TNT, M6 améliore depuis le début de l'année sa performance avec une moyenne de 10.8% sur l'ensemble du premier semestre, atteignant un score de 11.3% en moyenne en mai-juin, soit un score équivalent à celui enregistré sur le public France entière.

Dans un marché publicitaire TV en croissance de 0,7 % (chaînes historiques, données brutes du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2007, *source TNS Media Intelligence*), la chaîne M6 réalise une croissance de ses recettes brutes de 5.3%, soit une part de marché publicitaire brute en progression de 1.1 point à 24.8 %. Il s'agit du record historique réalisé par M6 au cours d'un premier semestre.

La chaîne a pleinement bénéficié de l'ouverture des écrans publicitaires hertziens au secteur de la distribution depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2007, avec des investissements bruts cumulés sur le 1<sup>er</sup> semestre de 40,6 M€ (hors Mistergooddeal), soit une part de marché de 26.4% sur ce secteur. Néanmoins, à l'instar des autres chaînes de télévision, M6 a pâti sur le second trimestre d'un effet de base élevé, relatif aux investissements significatifs réalisés au cours de cette période en 2006 par le secteur des télécommunications (ouverture à la concurrence du marché des renseignements téléphoniques « 118 ») et d'investissements concentrés sur avril et mai 2006 de la part des secteurs de grande consommation. Enfin, le secteur de l'édition enregistre

depuis le début de l'année 2007 un fort retrait de ses investissements publicitaires en télévision. Hors apport des investissements de la grande distribution, le marché publicitaire aurait enregistré au 1<sup>er</sup> semestre 2007 un retrait de l'ordre de 4 à 5 % en données brutes.

## **1.2. Chaînes numériques**

Le Groupe M6 poursuit son développement en TNT gratuite. W9 a confirmé et amplifié au cours du 1<sup>er</sup> semestre ses performances d'audience, en devenant au mois de juin la première chaîne de la TNT avec 3.9 % de part d'audience sur les 4 ans et plus équipés. W9 est désormais la 5<sup>ème</sup> chaîne la plus regardée par tous les équipés TNT (chaînes historiques hertziennes incluses). W9, la chaîne « action, musique, détente », a séduit le public de moins de 50 ans grâce à une programmation variée et originale, avec les *Simpsons*, *La Nouvelle Star ça continue*, de nombreux films, des séries avec *Prison Break* ou *N.I.H.*, et du sport avec l'Euro Espoirs 2007 et la Copa America.

Regardée en moyenne par 10 millions de téléspectateurs chaque semaine (*source : Médiamétrie / Médiamat - univers initialisés Paris Première et équipés TNT – couverture hebdomadaire moyenne sur la période du 04/09/06 au 03/06/07 – seuil 1 seconde – moyenne lundi-dimanche 3h00-27h00*), Paris Première a réalisé une très bonne saison 2006/2007 en gagnant près d'un million de téléspectateurs sur la période.

Concernant les autres chaînes numériques, la 13<sup>ème</sup> vague du Mediacabsat publiée début juillet 2007 a consacré l'efficacité des chaînes du Groupe M6 sur leur cœur de cible, à l'instar de Téva, désormais détenue à 100%, qui enregistre une part d'audience de 0.7% (+0.2 pt) sur l'univers du câble et du satellite, et une croissance de 37% de son audience sur la cible des ménagères de moins de 50 ans entre les vagues 12 et 13.

## **1.3. Diversifications et Droits Audiovisuels**

Les diversifications ont connu un semestre contrasté.

La dynamique de croissance s'est poursuivie pour les activités de vente à distance (Home Shopping Services et Mistergooddeal), avec une progression du chiffre d'affaires de plus de 20%.

Deux ans après son lancement en Juin 2005, M6 Mobile a atteint le seuil des 927 000 abonnés fin juin et atteindra sous peu son objectif de 1 million d'abonnés, avec près d'un an d'avance. Les bonnes performances de M6 Mobile soutiennent la croissance du Pôle Interactivité, les activités traditionnelles de M6 Web connaissant un léger fléchissement. De même, le pôle M6 Interactions est à nouveau affecté par le recul du marché de l'édition musicale, tandis que les activités de collections ont enregistré moins de sorties. Le FC Girondins de Bordeaux a réalisé une saison sportive satisfaisante, en terminant à la 6<sup>ème</sup> place du Championnat de Ligue 1 et en remportant la Coupe de la Ligue le 31 mars. Par ailleurs le Club a participé début 2007 aux 16<sup>èmes</sup> de finale de la Coupe de l'UEFA, après avoir été éliminé de la Champions' League. Enfin, les activités de droits audiovisuels ont été soutenues au premier semestre par la vente de droits télévisés, limitant le recul de leur chiffre d'affaires en dépit d'un effet de comparaison difficile (succès des ventes à l'international d'*Astérix et les Vikings* en 2006).

## 1.4. Autres faits marquants

En date du 4 janvier 2007 a été finalisé l'apport de TPS, détenue à 34% par M6, à Canal + France, dont M6 détient désormais 5.1%. Au début du 1<sup>er</sup> trimestre, le Groupe a procédé au rachat des minoritaires de la chaîne Téva, et s'est porté acquéreur d'un immeuble de bureaux situé à Neuilly sur Seine.

Par ailleurs, confiant dans ses perspectives à moyen terme, et considérant disposer des moyens financiers nécessaires pour poursuivre sa stratégie de croissance et d'investissement, le Groupe M6 a annoncé début mars 2007 son intention d'activer un programme de rachat d'actions sur 3 ans, portant sur 10% au maximum du nombre total d'actions en circulation, en vue de leur annulation. Le Groupe, soucieux de poursuivre sa stratégie de croissance rentable, se réserve cependant la faculté de privilégier un investissement significatif au cours de la période. Dans ce contexte, l'Assemblée Générale Mixte, réunie le 2 mai 2007, a renouvelé, par son vote des 9<sup>ème</sup> et 11<sup>ème</sup> résolutions, l'autorisation donnée au Directoire à l'effet d'opérer sur les actions de la société et de réduire le capital social par annulation d'actions.

Au 30 Juin 2007, la société Métropole Télévision a procédé au rachat de 980 000 de ses propres actions (dont 641 000 actions avec transfert de propriété réalisé en Juillet 2007) pour un montant total de 23,7 M€. Ces titres seront annulés courant Juillet 2007.

Enfin, le Groupe a annoncé avoir finalisé au cours du semestre une prise de participation de 9% dans la société américaine de production cinématographique Summit Entertainment LLC, lui donnant en outre accès à la distribution exclusive en France des films produits par cette société.

## 2. COMPTE DE RESULTAT

Le Groupe M6 a enregistré au 1er semestre 2007 un chiffre d'affaires consolidé de 709.2 M€, en progression de +6.8%, dont +3.9% au titre des recettes publicitaires de la chaîne M6 et +10.2% au titre des revenus des autres activités (chaînes numériques, diversifications et droits audiovisuels).

La croissance des recettes publicitaires a été réalisée entièrement au 1<sup>er</sup> trimestre (+8.7%), le 2<sup>ème</sup> trimestre, sous l'effet d'un effet de base défavorable, ayant enregistré une stabilité des recettes publicitaires.

Les revenus des autres activités progressent de 10.2% pour s'établir à 344.2 M€, dont principalement 49.3 M€ au titre des chaînes numériques et 292.3 M€ au titre des activités de diversifications et de droits audiovisuels.

Le chiffre d'affaires des chaînes numériques progresse de 36.5%, porté en particulier par les bonnes performances de W9, de Téva et de Paris Première.

Les activités de diversifications et droits audiovisuels ont enregistré au 1er semestre 2007 une croissance de 7.1 %, avec des évolutions contrastées :

- le Pôle Vente à Distance (HSS et Mistergooddeal.com) dégage un chiffre d'affaires semestriel de 133.0 M€ contre 108.9 M€ en 2006, en croissance de 22.1%, reflétant le dynamisme des deux entités ;
- Le Pôle Interactivité (M6 Web) réalise un chiffre d'affaires de 34.5 M€ contre 31.7 M€ en 2006, tiré par le succès de M6 Mobile ;
- le Pôle M6 Interactions enregistre une baisse de son chiffre d'affaires de 9.2 % pour s'établir à 47.1 M€, notamment pénalisé par les activités musicales ;

- le chiffre d'affaires du Football Club des Girondins de Bordeaux (F.C.G.B) atteint 39.3 M€ contre 35.5 M€ en 2006, grâce aux bonnes performances sportives du Club et aux droits TV relatifs à son parcours européen ;
- l'activité de droits audiovisuels, qui avait enregistré au 1<sup>er</sup> semestre 2006 un doublement de son activité à 44.8 M€, réalise malgré cet effet de base de bonnes performances avec notamment les succès en salle de *Ghost Riders*, *Le Secret de Thérabitia* et *La Cité Interdite*.

Le résultat opérationnel courant du Groupe s'élève à 151.2 M€, en progression de 23.6%, sous l'effet principalement d'une progression de la contribution de l'Antenne M6 à 126.6 M€ contre 100.6 M€ en 2006. Le premier semestre 2006 avait été marqué par la diffusion de la Coupe du Monde FIFA, entraînant une hausse du coût de la grille de 27.6% à 162.4 M€. Au premier semestre 2007, le coût de grille est en retrait de 9.8% (soit une croissance de 8.2% sur une base 2006 hors Coupe du Monde).

Les autres activités du groupe contribuent respectivement à hauteur de :

- 4.4 M€ pour les chaînes numériques contre 0.5 M€ au premier semestre 2006. Paris Première et Téva notamment ont renforcé leur contribution au résultat opérationnel courant, et W9 a réduit son niveau de perte opérationnelle courante à 1.9 M€, en dépit d'investissements significatifs visant à positionner la chaîne dans l'univers en forte croissance de la TNT gratuite.
- 25.1 M€ pour les Diversifications et Droits Audiovisuels, stable par rapport au 30 juin 2006.

Les charges non affectées aux activités pèsent pour -4.8 M€ au 30 juin 2007 contre -3.8 M€ en 2006, principalement sous l'effet selon la norme IFRS 2 de la comptabilisation des stock-options et attribution gratuite d'actions.

Le résultat financier, qui ressort à 12.4 M€, comprend pour 9.3 M€ la valorisation de l'actif financier composé des titres Canal+ France et de l'option de vente attachée.

L'impôt sur les sociétés comptabilisé au 30 Juin 2007 s'élève à -54.0 M€, correspondant à un taux effectif de 33.1%. Il progresse de 19.4 M€ par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2006, au cours duquel l'impact fiscal des réorganisations internes au Groupe avait abaissé le taux effectif d'impôt à 27.7%.

Le résultat net part du Groupe progresse de 7.5 % pour atteindre 108.1 M€, contre 100.5 M€ au 30 juin 2006, résultat qui intégrait 10.5 M€ au titre des activités en cours de cession (TPS).

### **3. BILAN**

Au 30 juin 2007, le total bilan s'établit à 1539.2 M€ en recul de - 66.8 M€ (- 4.2%) par rapport au 31 décembre 2006.

Les actifs non courants s'élèvent à 637.2 M€ en progression de + 60.2 M€.

L'actif financier correspondant à la participation de 5.1% dans Canal + France constitue le principal actif non courant à hauteur de 333.3 M€. Celui-ci a été réévalué de + 9.3 M€ afin d'en refléter la juste valeur compte tenu de l'option de vente des titres Canal + France avec une valeur plancher (384.2 M€) dont dispose le Groupe en 2010.

Les autres variations des actifs non courants se rapportent à l'acquisition d'un immeuble à Neuilly-sur-Seine (+ 37.7 M€), à la prise de participation de 9.06% dans Summit Entertainment LLC (+ 11.2 M€), aux achats de droits audiovisuels chez SND et de joueurs au FC Girondins de Bordeaux (+ 31.9 M€) et aux amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé (- 36.8 M€).

Hors trésorerie et équivalents de trésorerie, les actifs courants s'établissent à 839.2 M€ en augmentation de + 60.9 M€ (+ 7.8%) par rapport au 31 décembre 2006.

Cette variation résulte essentiellement de la progression des actifs courants liés aux droits de diffusion et des créances clients.

La progression des stocks de droits de diffusion (+ 14.2 M€) et des avances et acomptes versés au titre des achats de droits (+ 17.5 M€), classés en « Autres actifs », reflète l'entrée au bilan d'une partie des engagements d'achats de droits audiovisuels pris par les chaînes du Groupe au cours des dernières années en lien avec le renforcement de leurs grilles.

L'évolution du poste clients (+ 31.4 M€) est la conséquence d'une forte saisonnalité du niveau des créances lié au chiffre d'affaires publicitaire, un niveau maximal étant en effet généralement atteint à l'issue du 1<sup>er</sup> semestre. A cet égard, par rapport au 30 juin 2006, les créances clients de la chaîne progressent de seulement + 2.2% alors que l'activité a cru de + 3.9%.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 62.8 M€ et diminuent de - 187.9 M€ par rapport au 31 décembre 2006.

Au passif du bilan, les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 754.2 M€. Leur variation (- 44.6 M€) correspond pour partie à la distribution de dividendes (- 125 M€) nettes du résultat du 1<sup>er</sup> semestre (+ 108.1 M€). L'imputation sur les capitaux propres des écarts d'acquisition résultant du rachat des actionnaires minoritaires de Téva et Citato (- 11.9 M€) et de l'évaluation à la juste valeur des instruments financiers (- 15.3 M€), dont l'achat à terme d'actions M6 à des fins de couverture des plans d'attribution gratuite d'actions, explique principalement le solde de la variation.

Les autres éléments composant le passif (passifs courants et non courants) s'établissent à 784.6 M€ en recul de - 21.7 M€.

La variation s'explique pour une large part par le remboursement le 4 janvier 2007 de 52.5 M€ correspondant à l'avance (majorée des intérêts capitalisés) qui avait été reçue de Vivendi en 2006 dans l'attente de la réalisation effective de l'opération de rapprochement des activités de télévision payante en France du Groupe Canal + et de TPS.

En application de l'IAS 32, *Instruments financiers : informations à fournir et présentation*, un passif financier a en revanche été reconnu pour 15.5 M€ (dont 4.7 M€ en passif non courant et 10.8 M€ en passif courant) au titre des instruments financiers de couverture des plans d'attribution gratuite d'actions

Hormis ces variations, passifs courants et non courants progressent de + 15.3 M€ (+ 1.9%) à un rythme inférieur à la croissance de l'activité, conséquence d'une légère diminution des délais de paiement des fournisseurs du Groupe.

#### **4. ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS**

Au 31 juin 2007, les engagements donnés par le groupe s'élèvent à 909.0 M€ contre 909.9 M€ au 31 décembre 2006.



Cette stabilité apparente des engagements donnés résulte d'évolutions contrastées entre les différentes natures d'engagements :

- Les engagements d'achats de droits et engagements de coproductions nets des avances versées s'élèvent à 695.6 M€ en décroissance de - 34.0 M€ ; cette baisse concerne principalement la chaîne M6 (- 46.0 M€) consécutivement à l'ouverture, et donc à l'inscription au bilan en stocks, de droits acquis au cours des dernières années dans le cadre de transactions ponctuelles ou « d'output deals » ou aux versements d'avances et acomptes sur ces droits. SND a en revanche augmenté son niveau d'engagements de + 11.7 M€.
- Les engagements en lien avec les contrats de transport et de diffusion des chaînes s'élèvent à 171.7 M€ en progression de + 56.5 M€ suite au renouvellement de contrats avec un des prestataires de service pour le transport de signal de la chaîne M6 (+ 64.0 M€).
- Les engagements financiers ressortent à 15.5 M€ correspondant à 641 000 actions dont M6 a négocié le rachat avant le 30 juin 2007 dans le cadre du programme de rachat de ses propres actions mais avec un transfert de propriété (règlement-livraison) intervenu en juillet 2007.
- Les autres engagements donnés s'établissent à 26.2 M€ en baisse de - 39.0 M€ principalement suite à la réalisation au cours du 1<sup>er</sup> trimestre de l'achat d'un ensemble immobilier à Neuilly-sur-Seine pour lequel le Groupe était engagé au 31 décembre 2006.

Au 30 juin 2007, les engagements reçus par le groupe s'élèvent à 140.9 M€ contre 189.4 M€ au 31 décembre 2006.

La variation est pour une part constituée de l'évolution (- 27.9 M€) des engagements reçus de Canal + France et des autres principaux distributeurs au titre de la distribution des chaînes du Groupe, à mesure de l'exécution des contrats.

L'autre variation significative (- 16.7 M€) se rapporte aux engagements reçus des associés de sociétés en nom collectif au titre de leur responsabilité indéfinie et solidaire sur le passif de ces sociétés consécutivement à la montée dans le capital de Téva et sa transformation en SAS ainsi qu'à la diminution du passif de TCM.

## **5. TABLEAU DE FINANCEMENT**

Les flux de trésorerie provenant de l'exploitation s'élèvent à + 95.4 M€ au 30 juin 2007 contre + 108.4 M€ au 30 juin 2006. La baisse de - 13.0 M€ qui ressort de la comparaison s'analyse comme suit :

- La capacité d'autofinancement avant impôt dégagée par le Groupe progresse de + 22.8 M€ et s'établit à + 197.6 M€. Cette augmentation résulte principalement de la progression de l'activité avec une hausse du résultat opérationnel et des produits perçus de la trésorerie nette de + 27.5 M€.
- La variation du Besoin en Fonds de Roulement, hors créances et dettes d'impôt, se traduit par un emploi de la trésorerie pour - 59.2 M€, supérieur de - 29.2 M€ à celui enregistré au 1<sup>er</sup> semestre 2006. Une telle évolution s'explique pour une part par la progression de l'activité mais aussi, pour une autre part, par l'effet combiné d'une croissance des stocks

de droits de diffusion et des avances et acomptes versés au titre des achats de droits, ainsi que d'une légère contraction des délais de paiement des fournisseurs du Groupe. Le niveau d'encaissement des créances clients est en revanche resté stable.

- Les décaissements liés à l'impôt sur les sociétés progressent également passant de – 36.3 M€ en 2006 à – 43.1 M€ en 2007. La variation se rapporte à la liquidation de l'impôt, l'impôt exigible au titre de 2005 et liquidé en 2006 s'étant avéré inférieur aux estimations ayant supporté les acomptes.

Les flux de trésorerie affectés aux investissements consomment la trésorerie dégagée par l'exploitation à hauteur de – 94.5 M€. Les investissements nets s'étaient établis à – 9.3 M€ en 2006.

Le 1<sup>er</sup> semestre 2007 a en effet été marqué par de nombreux investissements non récurrents pour – 61.3 M€ nets avec l'acquisition d'un immeuble à Neuilly-sur-Seine, le rachat des minoritaires dans Sedi TV (Téva) et la prise de participation dans Summit Entertainment LLC. A contrario, en 2006, le Groupe avait encaissé un solde de + 5.0 M€ au titre de la cession de RTL Shop intervenue en 2005.

En outre, SND a été particulièrement actif sur le marché des droits en portant ses investissements à – 24.0 M€ contre – 7.1 M€ en 2006.

Les flux de trésorerie résultant des opérations de financement s'établissent à – 136.3 M€, un niveau supérieur de – 13.0 M€ à celui constaté au 30 juin 2006. La charge de dividende étant restée stable à – 125.0 M€, l'écart se rapporte principalement aux opérations sur les actions propres, notamment avec le lancement du programme de rachat d'actions qui a pesé pour – 8.2 M€ au 1<sup>er</sup> semestre.

Avec la finalisation de l'opération d'apport de TPS à Canal + France le 4 janvier 2007, le Groupe a procédé au remboursement à Vivendi de l'avance reçue le 6 janvier 2006 majorée des intérêts capitalisés pour un montant total de – 52.5 M€. Le versement de l'avance pour + 51.0 M€ avait constitué en 2006 une ressource pour le Groupe. Ces flux ont été spécifiquement identifiés sur une ligne de « flux de trésorerie des activités en cours de cession ».

Le semestre se traduit donc par une diminution de la trésorerie de – 187.9 M€ quand le 1<sup>er</sup> semestre 2006 avait affiché une progression de + 26.8 M€.

## **6. EVENEMENTS POST - CLOTURE**

Le 2 juillet 2007, le Groupe a porté sa participation dans Mistergooddeal à 100% par le rachat des minoritaires, en anticipant la promesse d'achat, initialement exerçable à compter de 2008.

A la connaissance de la société, aucun événement significatif n'est intervenu depuis le 1<sup>er</sup> Juillet 2007 susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société et du groupe.

## **7. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES**

### **7.1. Risques et incertitudes concernant le semestre écoulé**

Les principaux risques et incertitudes auxquels est soumis le Groupe sont détaillés dans le Document de Référence 2006 enregistré auprès de l'AMF en date du 5 avril 2007 et disponible sur le site [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org) ainsi que sur le site de la société [www.m6finances.com](http://www.m6finances.com). Y sont notamment décrits les facteurs de risques, les assurances et les couvertures des risques ainsi que la méthode de provisionnement des risques et litiges.

Concernant les risques de marché, la société a procédé au cours du 1er semestre à 13 nouvelles couvertures de change de ses passifs éventuels libellés en USD pour une contre-valeur totale de 25 M€, correspondant à la totalité des engagements pris au cours de la période. Par ailleurs, la société a procédé à la couverture de deux plans d'attribution gratuite d'actions par des achats à terme d'actions M6.

A la connaissance de la société, aucun événement survenu depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2007, hors éléments déjà mentionnés, ne modifie la description des principaux risques et incertitudes telle qu'effectuée dans le document de référence.

### **7.2. Risques et incertitudes concernant le second semestre**

Les activités du Groupe sont pour partie soumises à des effets de saisonnalité, dont les principes généraux sont détaillés en note 5 de l'annexe aux comptes consolidés.

Plus spécifiquement concernant l'exercice 2007, les éléments suivants peuvent être ajoutés :

- Les revenus publicitaires ont connu, comme détaillé *supra*, un effet de base défavorable au cours du second trimestre de l'exercice. Le second semestre 2007 ne comprend pas d'effet de base similaire. Néanmoins, compte tenu de la faible visibilité dont il dispose sur ses recettes publicitaires, le Groupe M6 n'est pas en mesure de fournir d'éléments précis à ce stade sur les tendances pour l'ensemble du second semestre.
- Le Groupe M6 a indiqué que, sur l'exercice 2007, le coût des programmes de la chaîne M6 serait susceptible de progresser de l'ordre de 2.5% en comparaison à 2006 (incluant les coûts de diffusion de la Coupe du Monde). L'évolution du coût des programmes au premier semestre n'est donc pas représentative de son évolution sur l'année pleine.
- Les résultats du FC Girondins de Bordeaux réalisés au cours du 1<sup>er</sup> semestre ne sont pas extrapolables sur l'année civile.

## **8. PARTIES LIEES**

Les informations concernant les transactions réalisées avec les parties liées sont détaillées en note 27 de la présente annexe.

## COMPTES CONSOLIDES

AU 30 JUIN 2007

1.	FAIT MARQUANT DE L'EXERCICE .....	17
2.	INFORMATIONS SUR L'ENTREPRISE .....	17
3.	PRÉPARATION ET PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS .....	17
4.	IMPACT DES CHANGEMENTS DE METHODE .....	19
5.	SAISONNALITE .....	19
6.	REGROUPEMENT D'ENTREPRISES .....	20
7.	INFORMATIONS SECTORIELLES .....	21
8.	AUTRES CHARGES OPERATIONNELLES .....	22
9.	RESULTAT FINANCIER .....	22
10.	IMPÔT SUR LE RESULTAT .....	23
11.	RÉSULTAT PAR ACTION .....	25
12.	DIVIDENDES VERSÉS .....	25
13.	GOODWILL .....	26
14.	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES .....	27
15.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES .....	27
16.	ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE .....	28
17.	AUTRES ACTIFS FINANCIERS .....	28
18.	REMUNERATIONS EN ACTIONS .....	28
19.	INDEMNITÉS DE DÉPART EN RETRAITE .....	30
20.	STOCKS .....	31
21.	TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE .....	32
22.	CAPITAUX PROPRES .....	32
23.	DETTES FINANCIÈRES .....	33
24.	PASSIFS FINANCIERS .....	33
25.	PROVISIONS .....	34
26.	ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS .....	35
27.	PARTIES LIÉES .....	36
28.	ÉVÉNEMENTS POST CLÔTURE .....	38
29.	PERIMETRE .....	39

## I. - Bilan consolidé

### ACTIF

(en millions d'euros)	30/06/2007	31/12/2006
Goodwill	54,5	53,7
Droits audiovisuels	68,8	66,6
Autres immobilisations incorporelles	47,0	42,1
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>170,2</b>	<b>162,4</b>
Terrain	15,7	7,8
Constructions	64,0	33,3
Autres immobilisations corporelles	17,2	20,2
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>96,9</b>	<b>61,3</b>
Actifs financiers disponibles à la vente	11,4	0,4
Autres actifs financiers non courants	341,9	330,7
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>353,3</b>	<b>331,1</b>
Actifs d'impôts différés	16,8	22,3
<b>ACTIF NON COURANT</b>	<b>637,2</b>	<b>577,0</b>
Stocks de droits de diffusion	162,6	148,4
Autres stocks	26,6	28,7
Créances clients nettes	308,9	277,5
Impôts courants	40,1	76,3
Autres actifs	300,2	247,4
Instruments financiers dérivés	0,4	-
Actifs financiers	0,4	0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	62,8	250,7
<b>ACTIF COURANT</b>	<b>902,0</b>	<b>1 029,0</b>
Actifs liés aux activités en cours de cession		-
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>1 539,2</b>	<b>1 606,0</b>

### PASSIF

(en millions d'euros)	30/06/2007	31/12/2006 *
Capital social	52,8	52,8
Prime d'émission	24,2	24,2
Actions propres	(18,8)	(11,5)
Réserves consolidées	604,3	327,1
Autres réserves	(16,3)	(2,1)
Résultat net part du Groupe	108,1	408,5
<b>CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE</b>	<b>754,2</b>	<b>798,8</b>
<b>INTERETS MINORITAIRES</b>	<b>0,4</b>	<b>0,9</b>
Provisions	6,9	9,3
Dettes financières	8,3	6,2
Crédit bail	0,3	0,3
Passif financier	4,7	-
Dettes sur immobilisations	3,0	7,5
Autres dettes	0,8	-
Passifs d'impôts différés	13,1	19,7
<b>PASSIF NON COURANT</b>	<b>37,1</b>	<b>43,0</b>
Provisions	65,7	61,8
Dettes financières	0,3	53,1
Passif financier	11,2	1,0
Crédit bail	0,1	0,1
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	397,3	348,7
Impôts courants	53,4	79,4
Dettes fiscales et sociales	147,4	143,5
Dettes sur immobilisations	17,4	19,9
Autres passifs	54,8	55,8
<b>PASSIF COURANT</b>	<b>747,5</b>	<b>763,3</b>
Passifs liés aux activités en cours de cession		0,0
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 539,2</b>	<b>1 606,0</b>

\* la période comparative a été retraitée pour tenir compte de l'application de l'amendement IAS 19 - *Ecart actuariels, régimes de groupes et informations à fournir*.  
La correction en résultant n'affecte pas l'actif du bilan et n'a pas d'effet significatif sur le compte de résultat.

## II. - Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30/06/2007</b>	<b>30/06/2006</b>
Chiffre d'affaires	709,2	663,8
Autres produits opérationnels	2,1	10,5
<b>Total des produits opérationnels</b>	<b>711,3</b>	<b>674,3</b>
Consommations et autres charges opérationnelles	(392,6)	(385,0)
Charges de personnel (y compris participation)	(106,9)	(96,0)
Impôts, taxes et versements assimilés	(28,7)	(29,6)
Dotations aux amortissements et aux provisions (nettes de reprises)	(32,3)	(41,9)
Perte de valeur des actifs non amortissables	(0,9)	-
<b>Total des charges opérationnelles</b>	<b>(561,5)</b>	<b>(552,5)</b>
Plus-value sur cessions d'immobilisations	0,0	-
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>149,8</b>	<b>121,8</b>
Produit de la trésorerie	3,5	4,2
Coût de l'endettement	(0,6)	(0,8)
Réévaluation des instruments dérivés	0,6	0,2
Produit de cession des actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Autres éléments financiers	8,9	(0,4)
<b>Résultat financier</b>	<b>12,4</b>	<b>3,2</b>
Part dans les sociétés associées	-	-
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>162,2</b>	<b>125,0</b>
Impôt sur le résultat	(54,0)	(34,6)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>108,2</b>	<b>90,5</b>
Profit ou perte après impôt des activités en cours de cession	-	10,5
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>108,2</b>	<b>101,0</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>108,1</b>	<b>100,5</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>0,1</b>	<b>0,5</b>

Résultat net par action des activités poursuivies (en euros)	0,822	0,688
Résultat net part du Groupe par action des activités poursuivies (en euros)	0,821	0,685
Résultat net dilué par action des activités poursuivies (en euros)	0,820	0,682

### III. - Tableau de financement consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2007	30/06/2006
Résultat opérationnel	149,8	121,8
Amortissements et provisions hors actifs circulants	38,3	46,1
Plus values et moins values de cession	(0,2)	0,1
Produits perçus de la trésorerie nette	3,5	4,0
Intérêts payés	(0,7)	-
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie	6,8	2,8
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT D'EXPLOITATION AVANT IMPOT</b>	<b>197,6</b>	<b>174,8</b>
<b>Variations d'exploitation</b>		
Stocks nets	(12,2)	(32,1)
Créances d'exploitation nettes	(61,4)	(20,2)
Dettes d'exploitation	14,4	22,3
<b>VARIATION du BESOIN en FONDS de ROULEMENT d'EXPLOITATION</b>	<b>(59,2)</b>	<b>(30,0)</b>
Impôt sur les sociétés décaissé	(43,1)	(36,3)
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>	<b>95,4</b>	<b>108,4</b>
<b>Opérations d'investissement</b>		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(36,8)	(16,7)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(40,5)	(5,1)
Acquisitions d'immobilisations financières	(10,6)	(0,1)
Dettes sur immobilisations	4,7	4,7
Trésorerie nette résultant d'acquisitions de filiales	(13,9)	(0,7)
Trésorerie nette résultant des cessions de filiales	0,0	5,0
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	2,2	3,5
Cessions ou réductions d'immobilisations financières	0,3	0,1
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(94,5)</b>	<b>(9,3)</b>
<b>Opérations de financement</b>		
Augmentation/réduction de capital	(0,0)	-
Actifs financiers courants	(3,4)	(2,0)
Passifs financiers	2,2	0,8
Produits des exercices de stock-options	-	-
Acquisitions d'actions propres	(10,1)	3,0
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(125,0)	(125,0)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	(0,1)
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>(136,3)</b>	<b>(123,3)</b>
Flux de trésorerie des activités en cours de cession	(52,5)	51,0
<b>VARIATION GLOBALE DE TRESORERIE</b>	<b>(187,9)</b>	<b>26,8</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	250,7	243,1
<b>TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE</b>	<b>62,8</b>	<b>269,9</b>

IV. - Capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Nombre d'actions (en milliers)	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Réserves consolidées Résultat Groupe	Autres réserves		Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires
						Variations des justes valeurs Ecart de conversion Pertes et gains actuariels	Autres		
<b>SITUATION AU 1ER JANVIER 2006 (PUBLIE)</b>	131 888,7	52,8	24,2	(23,0)	450,2	(0,1)	-	504,1	0,2
Incidence de la reconnaissance en capitaux propres des pertes et gains actuariels (IAS 19)	-	-	-	-	-	(1,8)	-	(1,8)	-
<b>SITUATION AU 1ER JANVIER 2006 (APRES CHANGEMENT DE METHODE)</b>		52,8	24,2	(23,0)	450,2	(1,9)	-	502,3	0,2
Variation de la valeur des instruments dérivés	-	-	-	-	-	(0,4)	-	(0,4)	-
Pertes et gains actuariels	-	-	-	-	-	0,2	-	0,2	-
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultats reconnus directement en capitaux propres</b>						(0,2)		(0,2)	
Résultat net	-	-	-	-	100,5	-	-	100,5	0,5
<b>Produits et charges comptabilisés</b>					100,5	(0,2)		100,3	0,5
Dividendes distribués	-	-	-	-	(125,0)	-	-	(125,0)	(0,1)
Variations de capital de l'entreprise consolidante	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coût des stocks options (IFRS 2)	-	-	-	-	3,0	-	-	3,0	-
Acquisitions/cessions d'actions propres	-	-	-	10,4	(7,4)	-	-	3,0	-
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-	0,7	0,7	-
<b>SITUATION AU 30 JUIN 2006</b>	131 888,7	52,8	24,2	(12,6)	421,3	(2,1)	0,7	484,3	0,6
<b>SITUATION AU 31 DECEMBRE 2006 (PUBLIE)</b>	131 888,7	52,8	24,2	(11,5)	735,6	-	(0,7)	800,2	0,9
Incidence de la reconnaissance en capitaux propres des pertes et gains actuariels (IAS 19)	-	-	-	-	-	(1,4)	-	(1,4)	-
<b>SITUATION AU 31 DECEMBRE 2006 (APRES CHANGEMENT DE METHODE)</b>		52,8	24,2	(11,5)	735,6	(1,4)	(0,7)	798,8	0,9
Variation de la valeur des instruments dérivés	-	-	-	-	-	0,2	-	0,2	-
Pertes et gains actuariels	-	-	-	-	-	1,4	-	1,4	-
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	(0,2)	-	(0,2)	-
<b>Résultats reconnus directement en capitaux propres</b>						1,4		1,4	
Résultat net	-	-	-	-	108,1	-	-	108,1	0,1
<b>Produits et charges comptabilisés</b>					108,1	1,4		109,5	0,1
Dividendes distribués	-	-	-	-	(125,0)	-	-	(125,0)	-
Variations de capital de l'entreprise consolidante	-	-	-	-	(0,0)	-	-	(0,0)	-
Coût des stocks options (IFRS 2)	-	-	-	-	6,6	-	-	6,6	-
Acquisitions/cessions d'actions propres	-	-	-	(7,3)	(0,8)	-	-	(8,1)	-
Instruments de couverture des attributions d'actions gratuites	-	-	-	-	-	-	(15,5)	(15,5)	-
Autres mouvements	-	-	-	-	(12,1)	-	-	(12,1)	(0,6)
<b>SITUATION AU 30 JUIN 2007</b>	131 888,7	52,8	24,2	(18,8)	712,4	(0,0)	(16,3)	754,2	0,4



# ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

Sauf indication contraire, tous les montants cités dans l'annexe sont libellés en millions d'euros.

## 1. FAIT MARQUANT DE L'EXERCICE

Le 4 janvier 2007, M6, TF1 et Vivendi ont signé la réalisation définitive du rapprochement des activités de télévision payante en France avec les apports de TPS et de Groupe Canal+ à Canal+ France, nouvelle entité contrôlée par Vivendi.

A cette date, M6 a procédé au remboursement de l'avance reçue de Vivendi le 6 janvier 2006, à la signature du protocole d'accord établissant les modalités du rapprochement, majorée des intérêts capitalisés pour un montant total de 52,5 M€.

Le Groupe dispose d'une option de vente des 5,1% de Canal+ France qu'il détient, exerçable trois ans après la date de réalisation de l'opération, sur la base d'un prix de marché déterminé à dire d'expert, au moins égal à un prix plancher de l'ordre de 7 500 M€ pour 100% de Canal+ France, soit 384,2 M€ pour les actions détenues par M6.

La participation dans Canal+ France et l'option de vente qui s'y rapporte sont traitées comme un « actif financier à la juste valeur par résultat », au sens de la norme IAS 39 amendée.

## 2. INFORMATIONS SUR L'ENTREPRISE

Les états financiers consolidés au 30 juin 2007 du groupe dont Métropole Télévision est la société mère (le Groupe) ont été arrêtés par le Directoire du 23 juillet 2007 et examinés par le Conseil de Surveillance du 23 juillet 2007. Ils sont constitués des états financiers résumés et d'une sélection de notes explicatives.

Métropole Télévision est une société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, domiciliée au 89 avenue Charles de Gaulle, à Neuilly-sur-Seine en France. Cette société est consolidée suivant la méthode de l'intégration globale dans le Groupe RTL coté sur les marchés de Bruxelles et de Luxembourg.

## 3. PRÉPARATION ET PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### DÉCLARATION DE CONFORMITÉ ET BASES DE PRÉPARATION

Les comptes consolidés du premier semestre 2007 ont été préparés en conformité avec IAS 34 - *Information financière intermédiaire* et sur la base d'états financiers résumés.

Les comptes semestriels n'incluent donc pas l'intégralité des informations nécessaires à l'établissement de comptes annuels. Ils doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2006.

### RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe pour établir les comptes consolidés au 30 juin 2007 sont comparables à celles appliquées au 31 décembre 2006, à l'exception :

- des nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2007 ;
- du changement de méthode lié au choix du Groupe de retenir l'option offerte par l'amendement IAS 19 - *Ecarts actuariels, régimes de groupes et informations à fournir*, relatif à la comptabilisation des pertes et gains actuariels.

NOUVELLES NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRÉTATIONS EN VIGUEUR AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE ET D'APPLICATION OBLIGATOIRE POUR LES EXERCICES OUVERTS À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2007

Les nouvelles normes, amendements et interprétations s'appliquant au Groupe sont :

- IFRS 7 *Instruments financiers - Informations à fournir* : la norme énonce les nouvelles exigences visant à améliorer l'information sur les instruments financiers. Ce texte requiert que les notes annexes permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer le caractère significatif des instruments financiers du Groupe ainsi que la nature et l'étendue des risques liés à ces instruments financiers ;
- Amendement à IAS 1 – *Présentation des états financiers, Informations à fournir concernant le capital* : cet amendement met en place un régime d'information concernant le capital de la société. Les informations doivent permettre aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer ses objectifs, politiques et procédures de gestion de son capital ;

Dans le cadre des comptes semestriels résumés, la norme IFRS 7 et l'amendement à IAS 1 sont sans impact sur les comptes du Groupe.

- IFRIC 8 - *Champ d'application de IFRS 2* : cette interprétation confirme qu'IFRS 2 – *Paiement fondé sur des actions* s'applique à toutes transactions dans le cadre desquelles des instruments de capitaux propres sont émis, et présume qu'une entité reçoit des biens ou des services pour toutes les transactions auxquelles IFRS 2 s'applique ;
- IFRIC 10 – *Information financière intermédiaire et pertes de valeur (dépréciation)* : l'interprétation précise que les pertes de valeur comptabilisées lors des arrêts intermédiaires ne doivent pas être reprises lors d'arrêts ultérieurs.

Les nouvelles normes ou interprétations ne s'appliquant pas au Groupe sont :

- IFRIC 7 – *Information financière dans les économies hyperinflationnistes* : ce texte précise les modalités pratiques de retraitement des états financiers selon IAS 29 - *Information financière dans les économies hyperinflationnistes* pour la première fois au cours d'une période ;
- IFRIC 9 – *Réévaluation des dérivés incorporés* : cette interprétation précise que l'identification des dérivés incorporés doit être faite uniquement à la date d'entrée dans le contrat et ne doit pas faire l'objet de révision ultérieure, sauf dans le cas d'une modification substantielle du contrat qui rend la révision obligatoire.

APPLICATION DE NOUVELLES NORMES PAR ANTICIPATION DE LEUR DATE D'APPLICATION OBLIGATOIRE

Le Groupe a choisi de n'appliquer par anticipation aucune norme, amendement de norme ou interprétation dont la date d'application obligatoire est postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2007. Le Groupe pourrait être concerné par :

- IFRIC 11 - *IFRS 2- Actions propres et transactions intra-groupe* : cette interprétation, applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> mars 2007, confirme le traitement à appliquer dans les cas où des instruments de capitaux propres sont accordés aux employés des différentes entités d'un groupe.

NORMES PUBLIÉES PAR L'IASB MAIS NON ENCORE APPROUVÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE

Le Groupe pourrait être concerné par :

- IFRS 8 - *Information sectorielle* : cette norme, d'application obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009, impose de retenir l'approche de la direction (*management approach*) pour présenter sa performance financière et ses segments opérationnels ;
- Amendement à IAS 23 – *Coûts d'emprunt* : cet amendement supprime l'option de comptabilisation en charges des coûts d'emprunt et rend leur capitalisation obligatoire pour les actifs éligibles hormis ceux évalués à la juste valeur et certaines catégories de stocks ;

- IFRIC 13 – *Programmes de fidélisation clients* : cette interprétation, applicable aux exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2008, traite de l'évaluation et du traitement comptable des produits et services fournis par une entreprise à ses clients dans le cadre de programmes de fidélisation.

Le Groupe n'est pas concerné par :

- IFRIC 12 – *Accords de concession de services* : cette interprétation fixe les principes généraux de comptabilisation et d'évaluation relatifs aux obligations et aux droits issus des accords de concession de services.

#### CHANGEMENT DE MÉTHODE

Le Groupe a retenu l'option offerte par IAS 19 - *Ecarts actuariels, régimes de groupes et informations à fournir*, d'abandonner la méthode dite du "corridor" et de comptabiliser directement en capitaux propres les pertes et gains actuariels résultant des changements d'hypothèses actuarielles. Les écarts actuariels comptabilisés en capitaux propres font partie de l'état des "charges et produits comptabilisés" ou "SoRIE", tels que présentés dans le passage des capitaux propres.

Selon IAS 8 – *Méthode comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, une entité ne doit changer de méthodes comptables que si le changement a pour résultat que les états financiers fournissent des informations fiables et plus pertinentes sur les effets des transactions, autres événements ou conditions sur la situation financière, la performance financière ou les flux de trésorerie de l'entité.

Le Groupe, suivant en cela la préconisation de l'IASB, estime que l'option offerte par IAS 19 permet en effet de choisir une méthode plus simple et transparente que celle auparavant utilisée pour présenter les passifs des engagements de retraite.

#### 4. IMPACT DES CHANGEMENTS DE METHODE

L'abandon, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007, de la méthode exposée précédemment, dite du « corridor », est un changement de méthode comptable. En application d'IAS 19 amendé (paragraphe 160), et d'IAS 8 (paragraphe 19), ce changement de méthode comptable a été appliqué de manière rétrospective.

L'impact sur les comptes consolidés du Groupe au 1<sup>er</sup> janvier 2006 est le suivant :

- Provisions non courantes : 1,8 M€
- Autres réserves : -1,8 M€

Ce changement de méthode comptable est sans impact significatif sur le résultat du Groupe.

#### 5. SAISONNALITE

Les activités du Groupe sont pour partie soumises à des effets de saisonnalité et il en résulte généralement un résultat net consolidé du premier semestre supérieur à celui enregistré sur le second semestre.

Notamment, les chaînes pâtissent au cours du second semestre à la fois d'un niveau moindre des recettes publicitaires durant les mois d'été et d'une augmentation des coûts liés aux programmes au moment de la rentrée de septembre et des fêtes de fin d'année. Cette saisonnalité peut cependant être significativement modifiée dans le cas où un ou des événements ponctuels pesant sur le coût des programmes (événements sportifs majeurs par exemple) sont diffusés au cours du premier semestre.

Les activités de vente à distance, plus particulièrement Mistergooddeal, sont marquées par une saisonnalité forte avec un accroissement du chiffre d'affaires et du résultat au second semestre, porté par les ventes réalisées dans le contexte des fêtes de fin d'année.

Le résultat du FC Girondins de Bordeaux est fortement corrélé à la participation et au succès du club dans les compétitions avec éliminations (coupes, compétitions européennes) et à la cession de joueurs. Nonobstant ces éléments, le premier semestre est généralement meilleur que le second, la prime de classement liée à la

performance du club en Ligue 1 (championnat de France) étant reconnue au cours de second semestre de la saison sportive qui correspond au premier semestre de l'année civile et de l'exercice du Groupe.

Les autres activités du Groupe sont généralement moins affectées par des effets de saisonnalité.

## 6. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

### ACQUISITION : 49% DE SEDI TV - TÉVA

Le 15 janvier 2007, le Groupe a porté sa participation dans la chaîne thématique Téva de 51% à 100%. S'agissant d'une acquisition d'intérêts minoritaires dans une entreprise intégrée globalement, en l'absence de dispositions spécifiques dans les normes IFRS, le Groupe a retenu de ne pas comptabiliser de goodwill complémentaire et de comptabiliser en capitaux propres l'écart entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire acquise dans l'actif net de l'entreprise.

Compte tenu de la situation nette de la société à la date d'acquisition, l'impact sur les capitaux propres est de (11,6) M€.

Préalablement à cette opération, le Groupe n'avait pas réalisé d'acquisition d'intérêts minoritaires. Cette méthode de comptabilisation sera reprise dans les "Principes, règles et méthodes comptables" du Groupe lors de la prochaine clôture annuelle et est d'ores et déjà appliquée à toutes les acquisitions d'intérêts minoritaires.

### ACQUISITION : 20% DE CITATO

Le 30 mai 2007 et conformément au protocole d'accord signé avec les actionnaires lors de l'acquisition initiale en 2005, le Groupe a acquis les 20% restants de Citato, pour 0,1 M€, portant ainsi sa participation de 80% à 100%.

En application de la méthode précédemment mentionnée l'impact de cette acquisition a été comptabilisé en capitaux propres pour (0,3) M€.

### ACQUISITION : 100% DE DIEM 2

Le 28 juin 2007 le Groupe a acquis 100% de la société Diem 2, société de production et d'exploitation de droits audiovisuels. L'acquisition a dégagé un goodwill de 0,8 M€.

L'affectation du goodwill ainsi dégagé aux actifs et passifs acquis n'est pas finalisée. Elle le sera dans la fenêtre de douze mois suivant l'acquisition.

### AFFECTATION DES PRIX D'ACQUISITION

L'affectation des prix d'acquisition se rapportant à ces sociétés s'analyse comme suit :

<b>Prix d'acquisition net de frais</b>	<b>12,5</b>
Valeur des actifs et passifs acquis (Part du Groupe)	
Situations nettes acquises	(0,3)
Réévaluations	-
<b>Situations nettes réévaluées</b>	<b>(0,3)</b>
<b>Affectation en goodwill</b>	<b>0,8</b>
<b>Imputation en diminution des capitaux propres</b>	<b>12,0</b>

## 7. INFORMATIONS SECTORIELLES

En application de la norme IAS 14 - *Information sectorielle*, le premier niveau d'information sectorielle est organisé par secteur d'activité. Cette segmentation de l'activité résulte de l'organisation, de la gestion et de la structure des systèmes de suivi de la performance du Groupe.

### RÉSULTAT

Les contributions de chaque secteur d'activité au compte de résultat sont les suivantes :

	Antenne M6		Chaînes numériques		Diversifications		Eliminations et résultats non affectés		Total	
	30/06/2007	30/06/2006	30/06/2007	30/06/2006	30/06/2007	30/06/2006	30/06/2007	30/06/2006	30/06/2007	30/06/2006
Chiffre d'affaires hors-Groupe	367,6	354,9	49,3	36,1	292,3	272,8	-	-	709,2	663,8
Chiffre d'affaires inter-segments	18,0	12,8	0,6	0,7	13,2	7,7	(31,8)	(21,2)	-	-
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>385,7</b>	<b>367,7</b>	<b>49,9</b>	<b>36,8</b>	<b>305,5</b>	<b>280,5</b>	<b>(31,8)</b>	<b>(21,2)</b>	<b>709,2</b>	<b>663,8</b>
<b>Résultat opérationnel (EBITA) des activités poursuivies</b>	<b>126,6</b>	<b>100,6</b>	<b>4,4</b>	<b>0,5</b>	<b>25,1</b>	<b>25,1</b>	<b>(4,8)</b>	<b>(3,8)</b>	<b>151,2</b>	<b>122,3</b>
Amortissements des marques	-	-	-	-	(0,5)	(0,5)	-	-	(0,5)	(0,5)
Perte de valeur des actifs non amortissables	-	-	-	-	(0,9)	-	-	-	(0,9)	-
Plus-value sur cessions d'immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat opérationnel (EBIT) des activités poursuivies</b>	<b>126,6</b>	<b>100,6</b>	<b>4,4</b>	<b>0,5</b>	<b>23,7</b>	<b>24,6</b>	<b>(4,8)</b>	<b>(3,8)</b>	<b>149,8</b>	<b>121,8</b>
Résultat financier									12,4	3,2
Part dans les sociétés mises en équivalence									-	-
<b>Résultat avant impôt (EBT) des activités poursuivies</b>									<b>162,2</b>	<b>125,0</b>
Impôt									(54,0)	(34,6)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>									<b>108,2</b>	<b>90,5</b>
<b>Résultat net des activités en cours de cession (TPS)</b>									-	10,5
<b>Résultat net</b>									<b>108,2</b>	<b>101,0</b>
<i>Résultat net part du Groupe</i>									<i>108,3</i>	<i>101,5</i>
<i>Part des minoritaires</i>									<i>0,1</i>	<i>0,5</i>

### BILAN

Les contributions de chaque secteur d'activité au bilan sont les suivantes :

	Antenne M6		Chaînes numériques		Diversifications		Eliminations		Total	
	30/06/2007	31/12/2006	30/06/2007	31/12/2006	30/06/2007	31/12/2006	30/06/2007	31/12/2006	30/06/2007	31/12/2006
<b>Actif et Passif</b>										
Actif du secteur	715,8	553,0	420,3	391,5	411,1	396,2	(152,1)	(108,7)	1 395,0	1 232,1
Actif non alloué	-	-	-	-	-	-	-	-	144,2	373,9
<b>Total Actif</b>	<b>715,8</b>	<b>553,0</b>	<b>420,3</b>	<b>391,5</b>	<b>411,1</b>	<b>396,2</b>	<b>(152,1)</b>	<b>(108,7)</b>	<b>1 539,2</b>	<b>1 606,0</b>
Passif du secteur	427,4	373,7	108,7	76,1	325,2	306,4	(152,1)	(108,7)	709,2	647,5
Passif non alloué	-	-	-	-	-	-	-	-	75,4	158,8
<b>Total Passif</b>	<b>427,4</b>	<b>373,7</b>	<b>108,7</b>	<b>76,1</b>	<b>325,2</b>	<b>306,4</b>	<b>(152,1)</b>	<b>(108,7)</b>	<b>784,6</b>	<b>806,3</b>
<b>Autres informations sectorielles</b>										
Investissements corporels et incorporels	41,6	12,2	0,2	0,4	35,5	42,6			77,3	55,2
Amortissements	(6,0)	(14,5)	(0,7)	(1,7)	(23,0)	(52,2)			(29,7)	(68,4)
Dépréciations	(0,1)	1,2	(0,0)	0,2	(4,6)	(8,8)			(4,7)	(7,4)

Le Groupe ne présente pas d'information sectorielle par zone géographique, car n'ayant pas d'activité significative hors de France métropolitaine.

## 8. AUTRES CHARGES OPERATIONNELLES

### 8.1. Consommations et autres charges opérationnelles

En M€	30/06/2007	30/06/2006
Consommation de droits de diffusions et programmes de flux	(81,7)	(79,8)
Consommation de stocks de marchandises	(79,0)	(64,4)
Autres services extérieurs	(231,5)	(217,6)
Pertes de changes opérationnelles	-	(0,6)
Autres charges	(0,4)	(22,7)
<b>Consommations et autres charges opérationnelles</b>	<b>(392,6)</b>	<b>(385,0)</b>

### 8.2. Amortissement, dépréciation, différences de change et coûts des stocks inclus dans les charges opérationnelles

en M€	30/06/2007	30/06/2006
Amortissements et dépréciations des droits audiovisuels	(19,4)	(23,3)
Amortissements et dépréciations des parts producteurs	(3,3)	(6,4)
Amortissements et dépréciations des autres immobilisations incorporelles	(6,9)	(6,4)
Amortissement des immobilisations corporelles	(4,8)	(5,3)
Dépréciation des stocks de droits de diffusion	5,9	4,8
Autres dépréciations	(3,7)	(5,3)
Perte de valeur des goodwill	(0,9)	-
<b>Total dotations (nettes des reprises)</b>	<b>(33,2)</b>	<b>(41,9)</b>

## 9. RESULTAT FINANCIER

### 9.1. Produits financiers

	30/06/2007	30/06/2006
Produits des placements	2,7	3,0
Autres produits d'intérêts	0,7	1,2
Réévaluation des instruments dérivés	0,6	0,2
Variation de la juste valeur de l'actif financier Canal+ France	9,3	-
Autres éléments financiers	0,1	0,0
<b>Revenu financier</b>	<b>13,6</b>	<b>4,4</b>

## 9.2. Charges financières

	30/06/2007	30/06/2006
Intérêts sur emprunts associés et banques	(0,6)	(0,8)
Intérêts capitalisés sur retraite	(0,1)	(0,1)
Réévaluation des instruments dérivés	-	-
Autres éléments financiers	(0,5)	(0,3)
<b>Charges financières</b>	<b>(1,2)</b>	<b>(1,2)</b>

## 10. IMPÔT SUR LE RESULTAT

La société Métropole Télévision a déclaré se constituer, à compter du 1er Janvier 1988, mère d'un Groupe au sens des dispositions des articles 223-a et suivants du CGI.

Toutes les sociétés françaises du Groupe soumises à l'IS et détenues à plus de 95 % directement ou indirectement par Métropole Télévision de manière continue sur l'exercice sont intégrées fiscalement. Les sociétés Sedi TV-Téva, Citato et Diem 2, dont la détention a été portée à plus de 95% au cours de l'exercice, ne sont donc pas intégrées fiscalement.

Les composants de l'impôt sur les bénéfices sont les suivants :

	30/06/2007	30/06/2006
<i>Impôt exigible :</i>		
Charge d'impôt exigible de l'exercice	(53,3)	(24,9)
<i>Impôt différé :</i>		
Naissance et renversement des différences temporelles	(0,7)	(9,7)
<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>(54,0)</b>	<b>(34,6)</b>

Le taux d'imposition différé retenu pour 2007 est identique à 2006, à savoir 34,43%.

Le rapprochement entre la charge d'impôt obtenue en appliquant le taux d'impôt en vigueur au résultat avant impôt et la charge d'impôt obtenue en appliquant le taux d'impôt réel du Groupe est le suivant:

	<b>30/06/2007</b>	<b>30/06/2006</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>108,1</b>	<b>100,5</b>
Intérêts minoritaires	0,1	0,5
Profit ou perte après impôt des activités en cours de cession	-	10,5
Impôt sur le résultat	(54,0)	(34,6)
Part dans les sociétés associées	-	-
Perte de valeur des goodwill	(0,9)	-
<b>Résultat des activités poursuivies avant impôt et perte de valeur des goodwill</b>	<b>163,1</b>	<b>125,1</b>
Taux d'impôt théorique	34,43%	34,43%
<b>Charge d'impôt théorique</b>	<b>(56,2)</b>	<b>(43,1)</b>
<b>Eléments en rapprochement :</b>		
Charge résultant des rémunérations en actions	(2,3)	(1,0)
Réévaluation de l'actif financier Canal+ France	3,1	-
Autres différences permanentes	1,4	9,5
Charge nette d'impôt réel	(54,0)	(34,6)
<b>Taux effectif d'impôt</b>	<b>33,10%</b>	<b>27,66%</b>

Les différences permanentes reconnues en 2006 se rapportaient pour une majeure partie aux conséquences fiscales de réorganisations internes au Groupe.

Le montant cumulé des déficits reportables des sociétés du Groupe s'élève à 41,4 M€ au 30 juin 2007.

Les déficits ayant fait l'objet d'une activation sous forme d'un impôt différé actif s'élèvent au 30 juin 2007 à 0,6 M€.

Au 30 juin 2007, aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé pour des impôts qui seraient dus sur les résultats non distribués de certaines filiales, entreprises associées ou coentreprises du Groupe.

Le paiement de dividendes par le Groupe à ses actionnaires n'a pas de conséquence fiscale.



## 11. RÉSULTAT PAR ACTION

	<u>30/06/2007</u>	<u>30/06/2006</u>
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	108,1	100,5
Perte ou bénéfice attribuable au titre des activités en cours de cession	-	10,5
Bénéfice net attribuable aux actionnaires au titres des activités poursuivies	108,1	90,0
Nombre moyen pondéré (hors actions propres) pour le résultat de base par action	131 590 891	131 479 617
Nombre total d'options émises (y compris non dilutives)	4 723 160	4 359 159
Nombre d'actions à rajouter pour constater l'effet de dilution	428 665	485 900
Nombre moyen pondéré (hors actions propres) ajusté de l'effet de dilution*	132 019 556	131 965 517
Résultat net par action (en euro)	0,822	0,764
Résultat net par action des activités poursuivies (en euro)	0,822	0,685
Résultat net dilué par action (en euro)	0,820	0,762
Résultat net dilué par action des activités poursuivies (en euro)	0,820	0,682

\* Ne comprend que les actions dilutives (au regard des conditions de marché prévalent à la clôture)

Pour l'exercice clos le 30 juin 2007, le calcul du résultat dilué par action ordinaire ne tient pas compte de certaines options sur actions en cours visant 787 300 options. Celles-ci sont en effet considérées comme anti-dilutives, leur prix d'exercice étant supérieur au cours de clôture des actions ordinaires.

## 12. DIVIDENDES VERSÉS

	<u>30/06/2007</u>	<u>30/06/2006</u>
<b>Déclarés et versés au cours de l'exercice</b>	<b>125,0</b>	<b>125,0</b>
Dividende versé par action ordinaire (en euro)	0,95	0,95

### 13. GOODWILL

#### EVOLUTION

Les goodwill ont évolué comme suit :

	30/06/2007	31/12/2006
<b>A l'ouverture, net des pertes de valeur</b>	<b>53,7</b>	<b>61,3</b>
Acquisitions	0,8	0,9
Cessions	-	-
Affectations	-	(6,3)
Autres mouvements	0,8	0,4
Pertes de valeur	(0,9)	(2,6)
<b>A la clôture</b>	<b>54,5</b>	<b>53,7</b>
<b>A l'ouverture</b>		
Valeurs brutes	60,7	65,7
Cumul des pertes de valeur	(7,0)	(4,4)
<b>Montant net</b>	<b>53,7</b>	<b>61,3</b>
<b>A la clôture</b>		
Valeurs brutes	62,4	60,7
Cumul des pertes de valeur	(7,9)	(7,0)
<b>Montant net</b>	<b>54,5</b>	<b>53,7</b>

Les mouvements des goodwill sur le premier semestre 2007 résultent :

- de l'acquisition de la société Diem 2 ;
- de la réévaluation de la dette d'acquisition liée aux 5% détenus par les minoritaires dans Mistergooddeal, compte tenue de l'application anticipée de la promesse d'achat donnée par le Groupe (voir note 28) ;
- de la perte de valeur du goodwill Femmes en Ville.

#### RÉPARTITION

Les goodwill se répartissent, par secteur d'activité, de la façon suivante :

Valeur nette	30/06/2007	31/12/2006
<b>Antenne M6</b>	-	-
<b>Chaînes numériques</b>		
Paris Première	15,5	15,5
<b>Diversifications</b>		
Mistergooddeal	33,0	32,1
HSS	4,1	4,1
Femmes en Ville	-	0,9
SND	0,8	0,8
Diem 2	0,8	-
TCM	0,3	0,3
<b>TOTAL</b>	<b>54,5</b>	<b>53,7</b>

Aucun événement susceptible de mettre en cause la valeur des goodwill, hormis celui se rapportant à Femmes en Ville, n'est survenu sur le premier semestre 2007. Les goodwill feront l'objet d'un test de perte de valeur au cours du second semestre.

## 14. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Droits audiovisuels	Fonds de commerce	Autres immobilisations incorporelles	Avances et acomptes sur immobilisations	Goodwill	Total
<b>Au 1er janvier 2007, net des dépréciations et des amortissements</b>	<b>66,6</b>	<b>0,6</b>	<b>28,3</b>	<b>13,2</b>	<b>53,7</b>	<b>162,4</b>
Acquisitions	6,0	-	12,7	18,1	-	36,8
Acquisitions de filiales (brut)	0,2	-	-	0,6	0,8	1,6
Cessions	(3,2)	-	(6,3)	(0,1)	-	(9,6)
Autres mouvements	-	-	-	-	0,8	0,8
Reclassements	15,6	-	1,6	(17,2)	-	(0,0)
Dépréciations	(3,1)	-	(3,1)	-	(0,9)	(7,1)
Dotation d'amortissements	(16,3)	-	(8,6)	-	-	(24,9)
Amortissements des acquisitions de filiales	(0,2)	-	-	(0,6)	-	(0,8)
Reprises d'amortissements et dépréciations sur cessions	3,2	-	7,7	-	-	10,9
<b>Au 30 juin 2007</b>	<b>68,8</b>	<b>0,6</b>	<b>32,3</b>	<b>14,0</b>	<b>54,5</b>	<b>170,2</b>
<b>Au 1er janvier 2007</b>						
Coût ou juste valeur	420,2	0,6	288,0	13,2	60,7	782,8
Cumul des amortissements et des dépréciations	(353,7)	-	(259,7)	-	(7,0)	(620,4)
<b>Montant net</b>	<b>66,6</b>	<b>0,6</b>	<b>28,3</b>	<b>13,2</b>	<b>53,7</b>	<b>162,4</b>
<b>Au 30 juin 2007</b>						
Coût ou juste valeur	438,7	0,6	305,6	14,7	62,4	822,0
Cumul des amortissements et des dépréciations	(370,0)	-	(273,3)	(0,6)	(7,9)	(651,8)
<b>Montant net</b>	<b>68,8</b>	<b>0,6</b>	<b>32,3</b>	<b>14,1</b>	<b>54,5</b>	<b>170,2</b>

## 15. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrain	Constructions	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
<b>Au 1er janvier 2007, net des dépréciations et des amortissements</b>	<b>7,8</b>	<b>33,3</b>	<b>12,1</b>	<b>6,0</b>	<b>2,1</b>	<b>61,3</b>
Acquisitions	-	0,8	1,0	0,7	38,0	40,5
Acquisitions de filiales (brut)	-	-	-	-	-	-
Cessions	-	-	(0,2)	(0,4)	-	(0,6)
Reclassements	7,9	31,3	0,7	0,2	(40,0)	-
Dotation d'amortissements	-	(1,3)	(2,3)	(1,2)	-	(4,8)
Amortissements des acquisitions de filiales	-	-	-	-	-	-
Reprises d'amortissements sur cessions	-	-	0,2	0,4	-	0,5
<b>Au 30 juin 2007, net des dépréciations et des amortissements</b>	<b>15,7</b>	<b>64,0</b>	<b>11,4</b>	<b>5,7</b>	<b>0,1</b>	<b>96,9</b>
<b>Au 1er janvier 2007</b>						
Coût ou juste valeur	7,8	59,1	46,5	25,2	2,1	140,8
Cumul des amortissements et des dépréciations	-	(25,9)	(34,4)	(19,2)	-	(79,5)
<b>Montant net</b>	<b>7,8</b>	<b>33,3</b>	<b>12,1</b>	<b>6,0</b>	<b>2,1</b>	<b>61,3</b>
<b>Au 30 juin 2007</b>						
Coût ou juste valeur	15,7	91,2	47,9	25,7	0,1	180,7
Cumul des amortissements et des dépréciations	-	(27,2)	(36,5)	(20,1)	-	(83,8)
<b>Montant net</b>	<b>15,7</b>	<b>64,0</b>	<b>11,4</b>	<b>5,7</b>	<b>0,1</b>	<b>96,9</b>

## 16. ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

	30/06/2007			31/12/2006		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Summit Entertainment	11,2	-	11,2	-	-	-
Pink TV	0,4	(0,4)	-	0,4	(0,4)	-
European News Exchange	0,1	-	0,1	0,1	-	0,1
Autres	0,1	-	0,1	0,3	-	0,3
<b>TOTAL</b>	<b>11,8</b>	<b>(0,4)</b>	<b>11,4</b>	<b>0,8</b>	<b>(0,4)</b>	<b>0,4</b>

La progression des actifs financiers disponibles à la vente provient de l'acquisition le 19 avril 2007, par le biais de SND USA Inc., de 9,06 % de la société Summit Entertainment Llc, société américaine de production et de distribution de longs métrages.

## 17. AUTRES ACTIFS FINANCIERS

	30/06/2007	31/12/2006
Comptes courants d'associés	9,9	6,8
Dépréciations des comptes courants d'associés	(2,3)	(2,0)
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	333,3	324,0
Autres actifs financiers	1,0	1,8
<b>Autres actifs financiers non courants</b>	<b>341,9</b>	<b>330,7</b>

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont constitués de l'actif financier Canal+ France. La juste valeur de cet l'actif est réévaluée en contrepartie du résultat financier (voir note 9.1).

## 18. REMUNERATIONS EN ACTIONS

### PLANS OCTROYÉS EN 2007

Conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale mixte du 2 mai 2007, une attribution d'options de souscription d'actions a été décidée par le Directoire en date 2 mai 2007, après approbation par le Conseil de Surveillance. Ce plan d'attribution porte sur 827 500 options.

Conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale mixte du 28 avril 2005, une attribution d'actions gratuites a été décidée par le Directoire en date du 2 mai 2007, après approbation par le Conseil de Surveillance. Ces attributions, livrables le 2 mai 2009 sous conditions de performance et corrélées à l'atteinte de critères de performance, portent au plus sur 272 479 actions et au moins sur 227 066 actions

### EVALUATION À LA JUSTE VALEUR DE L'AVANTAGE ACCORDÉ AUX SALARIÉS

En application de IFRS 2 - *Paiement fondé sur des actions* et de l'IFRS 1 - *Première adoption des IFRS*, les attributions d'option d'achat et de souscription d'actions et les attributions d'actions gratuites octroyées depuis le 7 novembre 2002 ont fait l'objet d'une évaluation à leur juste valeur à la date d'octroi.

La juste valeur des attributions d'options d'achat et de souscription d'actions a été appréciée sur la base d'un modèle binomial de valorisation d'option.

La juste valeur des attributions d'actions gratuites s'apprécie comme la valeur de l'action à la date d'octroi diminué de la valeur actuelle des dividendes futurs estimés sur la période d'indisponibilité.

## CARACTÉRISTIQUES DES PLANS ET JUSTE VALEUR DE L'AVANTAGE OCTROYÉ

Les principales caractéristiques des plans d'option d'achat, de souscription et d'attribution gratuite d'actions ouverts au 30 juin 2007 et pour lesquels, en application des dispositions de l'IFRS 1 – *Première adoption des IFRS*, il est procédé à une évaluation à la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés, sont les suivantes :

	Modèle	Cours de référence	Prix d'exercice	Volatilité historique	Taux sans risque	Rendement attendu	Décôte de liquidité	Juste valeur unitaire	
<b>Plans de souscription d'actions</b>									
	Du 25/07/03	Binomial	23,66	22,48	52,3%	3,05%	4,58%	15%	9,45
	Du 14/11/03	Binomial	25,07	23,82	52,3%	3,54%	4,32%	15%	10,27
	Du 28/04/04	Binomial	24,97	24,97	52,3%	3,32%	4,34%	15%	9,84
	Du 02/06/05	Binomial	20,17	19,94	41,8%	3,24%	5,24%	15%	6,10
	Du 06/06/06	Binomial	24,63	24,60	43,1%	4,02%	3,81%	15%	8,57
	Du 02/05/07	Binomial	26,55	27,52	37,8%	4,40%	3,99%	15%	7,94
<b>Plan d'attribution d'actions gratuites</b>									
	Du 02/06/05		20,17	N/A	N/A	3,24%	5,24%	0%	18,17
	Du 06/06/06		24,63	N/A	N/A	4,02%	3,81%	0%	22,82
	Du 02/05/07		26,55	N/A	N/A	4,40%	3,99%	0%	24,51

La maturité retenue correspond pour l'ensemble des plans de souscription d'actions à la période d'indisponibilité partielle (4 ans) augmentée de 2 années, les options étant exerçables sur une durée de 3 ans après la fin de la période d'indisponibilité partielle.

La maturité retenue correspond pour l'ensemble des plans d'attribution d'actions gratuites à la période d'indisponibilité (2 ans).

### CHANGEMENT DES MODALITÉS D'ÉVALUATION

Jusqu'au 31 décembre 2005, la juste valeur de l'avantage octroyé dans le cadre des plans octroyés du 7 novembre 2002 au 31 décembre 2005, y compris ceux afférents à des attributions d'actions gratuites, avait fait l'objet d'une évaluation sur la base d'un modèle trinomial en retenant dans tous les cas une maturité égale à la période d'indisponibilité.

Les changements intervenus dans les modalités d'évaluation à l'occasion de la clôture 2006 (évaluation sur la base d'un modèle binomial et allongement de la maturité dans le cas des attributions d'option d'achat et de souscription d'actions, nouveau modèle d'évaluation pour les attributions d'actions gratuites) augmentent la charge globale des plans de 0,6 M€. Cette charge, étalée de façon prospective, représente un coût de 0,2 M€ sur les six premiers mois de 2007.

## CHARGE COMPTABILISÉE EN 2007

Il en résulte les impacts suivants dans le compte de résultat sur la ligne « charges de personnel » :

	<b>Charges de personnel</b>	
	<b>30/06/2007</b>	<b>30/06/2006</b>
<b>Plans de souscription d'actions</b>		
Du 25/07/03	0,8	0,6
Du 14/11/03	0,0	0,0
Du 28/04/04	1,0	0,8
Du 02/06/05	0,4	0,3
Du 06/06/06	0,7	0,1
Du 02/05/07	0,2	-
<b>Plan d'attribution gratuite d'actions</b>		
Du 02/06/05	0,4	0,6
Du 06/06/06	2,6	0,5
Du 02/05/07	0,5	-
<b>Charge totale</b>	<b>6,6</b>	<b>3,0</b>
<i>dont impact lié au changement des modalités d'évaluation de la charge</i>	<i>0,2</i>	<i>-</i>

## 19. INDEMNITÉS DE DÉPART EN RETRAITE

### PRINCIPALES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

en %	<b>30/06/2007</b>	<b>31/12/2006</b>
Taux d'actualisation	4,60	4,25
Augmentations de salaires futures *	4,24	4,24
Taux d'inflation	2,00	2,00

\* moyenne pondérée établie en fonction de l'âge et du statut

### CHARGES COMPTABILISÉES DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT

	<b>30/06/2007</b>	<b>30/06/2006</b>
Coût du service courant, réductions/cessations	(1,1)	0,5
Coûts des intérêts sur l'obligation	0,1	0,2
<b>Dépense nette</b>	<b>(1,0)</b>	<b>0,6</b>

PROVISION ET VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION

	30/06/2007	31/12/2006
<b>Obligation à l'ouverture</b>	<b>9,3</b>	<b>10,8</b>
Coût du service courant, réductions/cessations	(1,1)	(1,5)
Coût des intérêts de l'obligation	0,1	0,2
Prestations versées	(0,0)	(0,0)
Ecarts actuariels - changement d'hypothèse	(1,4)	(0,5)
Ecarts actuariels - effet d'expérience	-	0,1
Variations de périmètre	-	0,3
<b>Obligation à la clôture</b>	<b>6,9</b>	<b>9,3</b>
Coût du service passé non encore comptabilisé	(0,0)	(0,0)
<b>Provision comptabilisée</b>	<b>6,9</b>	<b>9,3</b>

## 20. STOCKS

	Stocks de droits de diffusion	Stocks commerciaux	Total
<b>Au 1er janvier 2007, net des dépréciations</b>	<b>148,4</b>	<b>28,7</b>	<b>177,1</b>
Acquisitions	95,5	81,6	177,0
Acquisitions de filiales	-	-	-
Consommations	(87,1)	(81,0)	(168,1)
Dotations / reprises de dépréciations	5,9	(2,7)	3,2
<b>Au 30 juin 2007, net des dépréciations</b>	<b>162,6</b>	<b>26,6</b>	<b>189,3</b>
<b>Au 31 décembre 2006</b>			
Coût ou juste valeur	198,6	38,5	237,1
Cumul des dépréciations	(50,2)	(9,8)	(59,9)
<b>Montant net</b>	<b>148,4</b>	<b>28,7</b>	<b>177,1</b>
<b>Au 30 juin 2007</b>			
Coût ou juste valeur	206,9	39,1	246,0
Cumul des dépréciations	(44,3)	(12,5)	(56,8)
<b>Montant net</b>	<b>162,6</b>	<b>26,6</b>	<b>189,3</b>

## 21. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

	30/06/2007	31/12/2006
Placement de trésorerie auprès de Bayard d'Antin	5,0	35,0
Avance Vivendi (intérêts compris)	-	52,5
FCP et SICAV monétaires	28,5	140,6
Trésorerie en banque	29,3	22,6
<b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>62,8</b>	<b>250,7</b>

La trésorerie et les valeurs mobilières de placement sont des actifs financiers détenus à des fins de transaction (juste valeur par résultat) et sont donc évaluées à leur juste valeur.

Les FCP et SICAV monétaires ne comportent pas de plus-values latentes, celles-ci ayant été réalisées au 30 juin 2007.

Le placement auprès de Bayard d'Antin SA est régi par une convention de trésorerie décrite en note 27.

L'avance de 52,5 M€ (intérêts compris) consentie par Vivendi dans le cadre de l'accord TPS a été remboursée lors de la finalisation de l'opération, le 4 janvier 2007 (voir note 23).

## 22. CAPITAUX PROPRES

### ACTIONS COMPOSANT LE CAPITAL

#### **Nombre d'actions émises :**

<i>en milliers</i>	30/06/2007	31/12/2006
Actions ordinaires de 0,4€	131 889	131 889

#### **Nombre d'actions en circulation :**

<i>en milliers</i>	30/06/2007	31/12/2006
<b>A l'ouverture</b>	<b>131 614</b>	<b>131 397</b>
Exercice des options d'achat et de souscription d'actions	-	209
Attributions d'actions gratuites	101	-
Variation du contrat de liquidité	(72)	8
Application du programme de rachat d'actions (avant annulation)	(339)	-
<b>A la clôture</b>	<b>131 304</b>	<b>131 614</b>

Les actions composant le capital de Métropole Télévision sont toutes des actions ordinaires avec un droit de vote simple.

Les actions sont entièrement libérées.

Huit plans de souscriptions d'actions et deux plans d'attribution gratuites, accordés à certains cadres et cadres dirigeants du Groupe, sont en place au 30 juin 2007.



## PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

Conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 2 mai 2007 au Directoire de procéder à l'achat d'actions Métropole Télévision dans la limite de 10% du nombre d'actions composant le capital social, 339 000 actions ont été acquises au cours du premier semestre 2007.

Dans ce cadre, et au cours du premier semestre, le Groupe a en outre négocié le rachat de 641 000 actions dont le transfert effectif (livraison règlement) est intervenu postérieurement au 30 juin 2007.

## 23. DETTES FINANCIÈRES

Les variations de l'endettement net sont les suivantes :

	<b>30/06/2007</b>	<b>31/12/2006</b>
Dettes bancaires	0,6	0,7
Autres	7,7	5,5
<b>Total dettes financières non courantes</b>	<b>8,3</b>	<b>6,2</b>
Avance Vivendi (intérêts compris)	-	52,5
Dettes financières courantes	0,3	0,6
<b>Total dettes financières courantes</b>	<b>0,3</b>	<b>53,1</b>

L'endettement net du Groupe au 30 juin 2007 se ventile par échéance de la façon suivante :

	<b>Total</b>	<b>&lt; 1 an</b>	<b>De 1 à 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>
<b>Total dettes financières</b>	<b>8,6</b>	0,3	0,3	8,0

L'avance de 52,5 M€ (intérêts compris) effectuée par Vivendi au groupe M6 dans le cadre de l'accord TPS a été remboursée lors de la finalisation de l'opération, le 4 janvier 2007. En contrepartie de cette dette le Groupe disposait d'un actif en trésorerie, qui a simultanément été remboursé (voir note 21).

## 24. PASSIFS FINANCIERS

Métropole Télévision a contracté des instruments financiers à des fins de couverture des programmes d'attribution d'actions gratuites.

Ces instruments, achats à terme, ont pour échéance juin 2008 et mai 2009.

En application de l'IAS 32 *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*, cet engagement a été reconnu pour sa valeur actuelle comme un passif financier en contrepartie des capitaux propres (autres réserves).

## 25. PROVISIONS

Les provisions ont évolué de la façon suivante au cours du semestre :

	Provisions pour retraite	Pertes des sociétés associées	Provisions pour litiges	Autres provisions pour risques	Autres provisions pour charges	Total
<b>Au 1er Janvier 2007</b>	<b>9,3</b>	-	<b>11,9</b>	<b>11,3</b>	<b>38,5</b>	<b>71,1</b>
Acquisitions de filiales	-	-	-	-	-	-
Cessions de filiales	-	-	-	-	-	-
Dotation annuelle	0,4	-	1,5	4,9	7,6	14,4
Utilisation	(1,4)	-	(0,6)	(0,3)	(3,8)	(6,1)
Reprise non utilisée	-	-	(0,7)	(0,5)	(4,2)	(5,4)
Autres variations	(1,4)	-	-	-	-	(1,4)
<b>Au 30 juin 2007</b>	<b>6,9</b>	-	<b>12,1</b>	<b>15,5</b>	<b>38,1</b>	<b>72,6</b>
Courant 2007	-	-	12,1	15,5	38,1	65,7
Non courant 2007	6,9	-	-	-	-	6,9
	<b>6,9</b>	-	<b>12,1</b>	<b>15,5</b>	<b>38,1</b>	<b>72,6</b>
Courant 2006	-	-	11,9	11,3	38,5	61,8
Non courant 2006	9,3	-	-	-	-	9,3
	<b>9,3</b>	-	<b>11,9</b>	<b>11,3</b>	<b>38,5</b>	<b>71,1</b>

Au 30 juin 2007, les provisions se ventilent de la façon suivante :

**(1) Provisions pour litiges :**

- Provisions pour litiges juridiques antenne	6,3
- Provisions pour litiges juridiques diversifications	2,9
- Provisions pour litiges juridiques chaînes numériques	0,0
- Provision pour litige social	<u>2,9</u>
	<b>12,1</b>

**(2) Autres provisions pour risques :**

- Provisions pour risques antenne	8,9
- Provisions pour risques diversifications	2,6
- Provisions pour risques chaînes numériques	<u>4,0</u>
	<b>15,5</b>

**(3) Autres provisions pour charges :**

- Provisions pour charges antenne	25,5
- Provisions pour charges diversifications	8,1
- Provisions pour charges chaînes numériques	0,0
- Provisions pour réaménagement des fréquences	<u>4,5</u>
	<b>38,1</b>

Les informations complémentaires relatives aux litiges en cours ne sont pas présentées individuellement dans la mesure où la communication de ces éléments pourrait être préjudiciable au Groupe.

## 26. ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS

	<1 an	>1 an	30/06/2007	Total 31/12/2006	Conditions de mise en œuvre
<b>Engagements donnés :</b>					
Achats de droits et engagements de coproductions (bruts)	202,3	593,4	795,7	812,2	Contrats signés
Avances versées au titre des achats de droits et engagements de coproductions	(42,8)	(57,2)	(100,1)	(82,6)	
<i>Achats de droits et engagements de coproductions (nets)</i>	<b>159,5</b>	<b>536,1</b>	<b>695,6</b>	<b>729,6</b>	
Transport d'images, location satellites et transpondeurs	23,4	148,3	171,7	115,2	Contrats signés
Programme de rachat d'actions	15,5	-	15,5	-	Livraison des actions
Projet d'achat immobilier	-	-	-	37,5	Contrat signé
Baux non résiliables	4,3	8,3	12,7	8,1	Baux
Responsabilité sur passif des sociétés en nom collectif	-	7,8	7,8	13,6	Liquidation de la snc
Autres	1,8	3,9	5,7	6,0	-
<b>Total des engagements donnés</b>	<b>204,5</b>	<b>704,5</b>	<b>909,0</b>	<b>909,9</b>	
<b>Engagements reçus :</b>					
Responsabilité sur passif des sociétés en nom collectif	-	7,8	7,8	24,5	Liquidation de la snc
Ventes de droits	7,1	5,6	12,7	16,5	Echéances annuelles
Contrats de diffusion	26,5	87,7	114,3	142,1	Contrats signés
Autres	6,1	-	6,1	6,3	-
<b>Total des engagements reçus</b>	<b>39,7</b>	<b>101,2</b>	<b>140,9</b>	<b>189,4</b>	

### ACHATS DE DROITS ET ENGAGEMENTS DE COPRODUCTIONS (NETS)

Ces engagements se rapportent :

- aux engagements d'achats sur des droits non encore produits ou achevés,
- aux engagements contractuels sur les coproductions en attente d'acceptation technique ou de visa d'exploitation, déduction faite des acomptes versés.

Ils sont exprimés nets des avances et acomptes versés à ce titre pour les droits correspondants non encore enregistrés en stocks.

### TRANSPORT D'IMAGES, LOCATION SATELLITE ET TRANSPONDEURS

Ces engagements sont relatifs à la fourniture de services de télédiffusion et à la location de capacité satellitaire et de transpondeurs auprès de sociétés privées, tant pour la diffusion analogique que pour la diffusion numérique. Ces engagements ont été valorisés en prenant pour chaque contrat les montants restant dus jusqu'à leur échéance.

### PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

Dans le cadre de son programme de rachat d'actions, le Groupe s'est porté acquéreur d'actions Métropole Télévision dont le transfert de propriété n'était pas réalisé au 30 juin 2007 (voir note 22).

### PROJET D'ACHAT IMMOBILIER

Afin de soutenir le développement de son activité, le Groupe M6 s'était porté acquéreur en 2006 d'un immeuble proche de son siège social, à Neuilly sur Seine. L'acquisition a été effectivement réalisée au cours du premier semestre 2007.

### BAUX NON RÉSILIABLES

Il s'agit des paiements futurs minimaux pour des contrats de location simple non résiliables et en cours à la clôture de l'exercice. Ils se rapportent pour l'essentiel à des locations immobilières.

### RESPONSABILITÉ SUR PASSIF DES SOCIÉTÉS EN NOM COLLECTIF

Dans la mesure où les associés d'une société en nom collectif répondent indéfiniment et solidairement des dettes portées par la société, le Groupe présente en engagements hors bilan donnés le total du passif des sociétés en nom collectif qu'il détient, retraité des comptes de régularisation ainsi que des comptes courants d'associés, et en engagement hors bilan reçus la quote-part de ce passif détenu par les autres associés.

## VENTES DE DROITS

Ces engagements recouvrent les contrats de ventes de droits de diffusion non encore disponibles au 30 juin 2007.

## CONTRATS DE DIFFUSION

Ces engagements concernent les contrats de diffusion des chaînes du Groupe auprès de Canal+ France et des autres distributeurs.

Ces engagements ont été valorisés en prenant pour chaque contrat les montants restant dus jusqu'à leur échéance certaine ou probable.

La présentation des engagements du Groupe n'omet pas l'existence d'un engagement hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

Les actifs immobilisés du Groupe ne sont assortis d'aucun nantissement ou hypothèque.

## 27. PARTIES LIÉES

### 27.1. Identification des parties liées

Les parties liées au Groupe sont les sociétés non consolidées, les coentreprises et les entreprises associées, RTL Group, actionnaire du Groupe à hauteur de 48,56%, Bertelsmann AG, actionnaire de RTL, les mandataires sociaux et les membres du Conseil de Surveillance.

### 27.2. Transactions avec les actionnaires

#### PRÊT AUX ACTIONNAIRES

Aux termes d'une convention de placement de trésorerie signée entre Bayard d'Antin SA et Métropole Télévision en date du 1<sup>er</sup> décembre 2005, la société Métropole Télévision a la possibilité de prêter ses disponibilités de trésorerie à la société Bayard d'Antin soit au jour le jour, soit en bloquant une partie de ce prêt sur une période ne pouvant excéder 3 mois. La rémunération prévue par cette convention est conforme aux conditions du marché.

Afin de respecter la politique de placement de Métropole Télévision, le placement à Bayard d'Antin ne pourra excéder 20% des liquidités bancaires du Groupe Métropole Télévision.

Au 30 juin 2007, le compte courant journalier entre M6 et Bayard d'Antin s'élève à 5 M€, contre 35 M€ au 31 décembre 2006.

#### TRANSACTIONS COURANTES

	30/06/2007		30/06/2006	
	RTL Group	BERTELSMANN (hors RTL Group)	RTL Group	BERTELSMANN (hors RTL Group)
Ventes de biens et services	0,3	10,8	7,0	2,8
Achats de biens et services	(17,5)	(3,3)	(18,7)	(0,5)

Les ventes et les achats effectués avec les actionnaires ont été conclus à des conditions normales de marché.

Les soldes bilanciels résultant de ces ventes et achats sont les suivants :

	30/06/2007		31/12/2006	
	RTL Group	BERTELSMANN (hors RTL Group)	RTL Group	BERTELSMANN (hors RTL Group)
Créances	4,7	0,3	8,4	11,7
Dettes	10,4	0,7	17,4	2,7

#### OPÉRATIONS SPÉCIFIQUES

Bayard d'Antin s'est engagé à céder 480 000 actions à M6 pour 11,6 M€ dans le cadre du programme de rachat d'actions lancé par M6.

Le contexte de cette cession est décrit en note 22.

### 27.3. Transactions avec les coentreprises

Les transactions suivantes ont été réalisées entre les filiales du Groupe et les coentreprises (principalement TCM DA, TF6, Série-Club) :

à 100%	30/06/2007	30/06/2006
Ventes de biens et services	1,8	1,2
Produits financiers	0,3	0,2
Achats de biens et services	(0,5)	(3,9)

Les ventes et les achats effectués avec les coentreprises ont été conclu à des conditions normales de marché.

Les soldes bilanciels résultant de ces ventes et achats sont les suivants :

à 100%	30/06/2007	31/12/2006
Créances	19,6	13,4
<i>dont financement</i>	<i>15,1</i>	<i>10,2</i>
Dettes	1,9	3,0
<i>dont financement</i>	<i>-</i>	<i>-</i>

Les créances relatives au financement sont constituées des remontées des résultats des sociétés de personnes auprès de leur société mère.

### 27.4. Transactions avec les dirigeants

La rémunération versée au cours du premier semestre 2007 aux quatre membres du Directoire représente un total de 1 997 774 € et se ventile en une part fixe pour 900 751 € et une part variable pour 1 097 023 €.

Les options de souscription d'actions octroyées le 2 mai 2007 aux membres du Directoire s'élèvent à 75 500. A la même date ont été attribuées aux membres du Directoire 25 167 actions gratuites, livrables, sous condition de présence, à compter du 2 mai 2009 et dont le nombre attribué pourrait être augmenté dans la limite de 30 200 en fonction de l'atteinte de critères de performance.

Au cours de la période, aucune option n'a été levée par un des membres du Directoire au titre des plans d'options d'achat et de souscription d'actions antérieurs.

Dans le cadre du plan d'attribution d'actions gratuites du 2 juin 2005, 34 800 actions gratuites ont été livrées aux membres du Directoire. La période d'incessibilité fiscale de ces actions expire au 1<sup>er</sup> juin 2009.

Par ailleurs, au même titre et dans les mêmes conditions que les salariés du Groupe, les membres du Directoire pourront bénéficier d'une indemnité légale de fin de carrière dont le coût global est décrit en note 19.

Au 30 juin 2007, aucun jeton de présence n'a été versé aux membres du Conseil de Surveillance au titre de 2007. Un montant de 60 000 € a néanmoins été provisionné dans les comptes semestriels dans ce cadre. Les membres du Conseil de Surveillance détiennent au 30 juin 2007 1 900 actions du Groupe.

## **28. EVÉNEMENTS POST CLÔTURE**

Le 2 juillet 2007, le Groupe a porté sa participation dans Mistergooddeal à 100% par le rachat des minoritaires, en anticipant la promesse d'achat, initialement exerçable à compter de 2008.

À la connaissance de la société, aucun autre événement significatif n'est intervenu depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2007 susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société et du Groupe.

## 29. PERIMETRE

Société	Forme	Activité	30/06/2007		31/12/2006	
			% de contrôle	Méthode de consolidation	% de contrôle	Méthode de consolidation
<b>ANTENNE M6</b>						
Métropole Télévision - M6	SA	Société mère	-	IG	-	IG
M6 Publicité	SAS	Régie publicitaire	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Bordeaux	SAS	Décrochage local	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Toulouse	SAS	Décrochage local	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Immobilière 46D	SAS	Immeuble de Neuilly	100,00%	IG	-	NC
Immobilier M6	SA	Immeuble de Neuilly	100,00 %	IG	100,00 %	IG
SCI du 107	SCI	Immeuble de Neuilly	100,00 %	IG	100,00 %	IG
C. Productions	SA	Production d'émissions	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Films	SA	Coproduction de films	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Métropole Production	SA	Production d'œuvres audiovisuelles	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Studio 89 Productions	SAS	Production d'émissions audiovisuelles	100,00 %	IG	100,00 %	IG
W9 Production	SAS	Production d'émissions audiovisuelles	-	NC	100,00 %	IG
Labo Productions	SARL	Production d'émissions	100,00%	IG	100,00%	IG
M6 Créations	SAS	Sans activité	100,00%	IG	-	NC
M6 Divertissement	SAS	Sans activité	100,00%	IG	-	NC
M6 Récréative	SAS	Sans activité	100,00%	IG	-	NC
<b>CHAINES THEMATIQUES</b>						
Edi TV - W9	SNC	Chaîne musicale W9	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Fun TV	SNC	Chaîne musicale Fun TV	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Diffusions	SA	Holding activité numérique	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Numérique	SAS	Holding activité numérique	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Thématique	SA	Holding des chaînes numériques	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Paris Première	SA	Chaîne numérique Paris Première	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Sedi TV - Téva	SNC	Chaîne numérique Téva	100,00%	IG	51,00 %	IG
M6 Communication	SAS	Chaînes musicales M6 Music Black - Rock - Hit	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Multiplex R4	SAS	Transmission de radio et télévision	58,35%	IG	58,35%	IG
Série Club	SA	Chaîne numérique Série Club	50,00 %	IP	50,00 %	IP
TF6	SCS	Chaîne numérique TF6	50,00 %	IP	50,00 %	IP
TF6 Gestion	SA	Gérante de TF6	50,00 %	IP	50,00 %	IP
<b>DIVERSIFICATIONS ET DROITS AUDIOVISUELS</b>						
FC Girondins de Bordeaux	SASP	Club de Football	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Foot	SAS	Holding activité sportive	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Culture Mag Editions	SNC	Edition d'un magazine de presse écrite	-	NC	90,00 %	IG
M6 Editions	SA	Société de presse	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Citato	SARL	Magazine de presse écrite	100,00%	IG	80,00%	IG
Echo6	SAS	Commercialisation de produits mobiles	50,00%	IP	50,00%	IP
Femmes en Ville	SAS	Magazine de presse écrite	50,00%	IP	50,00%	IP
Live Stage	SAS	Production de spectacles	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Evénements	SA	Production de spectacles	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Interactions	SAS	Exploitation des droits dérivés	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Web	SAS	Société internet et télématique	100,00 %	IG	100,00 %	IG
A Ton Service	SAS	Site internet de services à domiciles	51,00%	IG	51,00%	IG
M6 Développement	SAS	Organisation de formation	100,00 %	IG	100,00 %	IG
<b>Sous-groupe HSS :</b>						
Home Shopping Service	SA	Emissions de téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Boutique du Monde	SNC	Emissions de téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Club Téléachat	SNC	Chaîne 24 h / 24 h	100,00 %	IG	100,00 %	IG
HSS Belgique	SA	Emissions de téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
HSS Hongrie	SA	Emissions de téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
SETV Belgique	GIE	Exploitation bureau de gestion vente par téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Tecipress	SA	Production / réalisation programmes audiovisuels	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Télévente promotion	SA	Emissions de téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Unité 15 Belgique	SA	Service clients	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Unité 15 France	SA	Gestion et animation d'activité de téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Mistergooddeal	SA	E-commerce	95,00%	IG	95,00%	IG
Clicanddeal	SAS	E-commerce	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Retail Concept	SAS	Vente de produits de téléachat	100,00%	IG	100,00%	IG
M6 Studio	SAS	Production de longs métrages d'animation	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Mandarin	SAS	Portefeuille de droits audiovisuels	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Mandarin Films	SAS	Portefeuille de droits audiovisuels	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Société Nouvelle de Distribution	SA	Distribution films cinématographiques	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Société Nouvelle de Cinématographie	SAS	Portefeuille de droits audiovisuels	100,00 %	IG	100,00 %	IG
SND USA	INC	Holding activité droits audiovisuels	100,00 %	IG	-	NC
TCM DA	SNC	Portefeuille de droits de diffusion	50,00 %	IP	50,00 %	IP
Diem 2	SA	Production / exploitation de droits audiovisuels	100,00 %	IG	-	NC

IG : Intégration globale  
IP : Intégration proportionnelle  
NC : Non consolidé

Au cours de l'exercice, les principaux mouvements de périmètre concernent (hormis ceux déjà mentionnés en note 6) :

- la dissolution-confusion de W9 Productions par Studio 89 ;
- la création de Immobilière 46D dans le cadre de l'acquisition d'un nouvel immeuble ;
- la création de SND USA Inc, filiale à 100% de SND détenant les titres de la société américaine Summit Entertainment Llc.

Aucune société du Groupe n'est consolidée à ce jour par mise en équivalence.

Le Groupe n'est ni actionnaire, ni partie prenante dans aucune société « ad hoc ».



## **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE**

### **Métropole Télévisions S.A.**

Siège social : 89, avenue Charles de Gaulle – 92200 Neuilly-sur-Seine  
Capital social : €52 755 476

### **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2007**

Période du 1<sup>er</sup> janvier 2007 au 30 juin 2007

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Métropole Télévisions S.A., relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2007 au 30 juin 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 3 et 4 qui exposent le changement comptable intervenu au cours du semestre et relatif à l'application de l'option offerte par la norme IAS 19 amendée. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ce changement de méthode comptable et de la présentation qui vous en a été faite.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 24 juillet 2007

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit  
*Département de KPMG S.A.*

Ernst & Young et Autres  
*Ernst & Young*

Grégoire Menou  
*Associé*

Bruno Bizet  
*Associé*